



In memoriam

Année 14, Numéro 01

Le 6 juillet 2013 restera marqué à jamais dans l'histoire du Québec comme une tragédie résultant du laisser-aller d'une entreprise peu soucieuse de ses responsabilités sociales et des dangers inhérents au transport des produits pétroliers. Catastrophe environnementale sans précédent, borbier économique et juridique, perte de vies humaines à une échelle effroyable, traumatisme d'une communauté entière qui voit sa vie bouleversée et son patrimoine urbain détruit à jamais. Quoi dire de positif sur un tel désastre ? Bien sûr la solidarité et la peine exprimées par l'ensemble de la population québécoise et canadienne, nous permettent de ne pas désespérer de notre société. Il y existe un potentiel immense d'amour et de générosité et les valeurs d'argent peuvent encore être mises en échec pour un moment. Dans l'épreuve, les QuébécoisEs savent se serrer les coudes. Souhaitons que l'industrie apprenne de cette hécatombe et que nous n'oublions jamais où la soif de profits peut nous conduire. Derrière ce drame se dresse notre immense dépendance au pétrole qui risque un jour de nous engloutir dans un océan de pollution. Pourtant Hydro-Québec possède des surplus énergétiques renouvelables qui

pourraient nous permettre de franchir le pas vers des moyens de transports individuels et collectifs non-polluants. Malheureusement, l'effroi qui s'est emparé de la population après l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic ouvre la voie aux différents projets d'oléoducs qui traverseront le continent d'Ouest en Est pour déverser des milliards de litres de pétrole sur la planète. Nous sommes encore bien loin d'avoir pris conscience du changement de civilisation nécessaire à la survie de l'espèce humaine. Si longtemps on nous a parlé du pic pétrolier, seuil à partir duquel nous n'aurions plus assez de pétrole pour continuer notre croissance économique, il faut désormais admettre qu'il serait plus sage de ne pas consommer tout le liquide visqueux que la Pacha-Mama renferme en son sein. Puisqu'il s'agit d'un cataclysme provoqué par la bêtise humaine et la négligence, nous sommes condamnés à lui donner un sens au-delà des blâmes et des poursuites devant les tribunaux. En effet, comment construire du sens et de l'espoir sur un tel champ de ruines ? Comment sortir de la désolation et aller de l'avant sans retomber dans l'oubli et l'insignifiance ? À Mégantic plus rien ne sera comme avant. Profitant de l'élan de solidarité

qui parcourt le Québec, la population semble s'entendre pour construire un mémorial, un immense parc orné d'une sculpture qui occupera l'espace laissé vacant par l'ancien centre-ville sur les rives du lac. Le Musi-Café étant situé au centre de la calamité, la culture et la musique seront des éléments déterminant dans la reconstruction de cette communauté. Mais au-delà, comme société, nous pouvons faire mieux encore. Pourquoi ne pas construire quelque chose comme un institut de recherche sur les énergies renouvelables ou une école de musique, un centre de ressourcement, etc., quelque chose qui serait reconnu au plan national pour sa qualité et sa renommée ? Je fais ici appel aux mécènes, je pense à ceux qui n'ayant pas subi cette calamité en tireront profits. C'est comme ça au royaume du Québec: l'ensemble de la population paie pour les dégâts d'un seul homme tandis qu'un autre, déjà très riche, deviendra plus riche encore. À l'entreprises qui a reçu le contrat de décontamination, ceci n'est pas une occasion d'affaires. Faites un effort. Yves Carrier



Joyeux anniversaire !!

Normand D'Amour 01
Juliette Ouellet, 03
Isabelle Doney, 03
Jacynthe Fortin, 03



Monique Toutant, 08
Roger Lacasse, 12
Isabelle Blais, 25



DANS CETTE ÉDITION	
Spiritualité et citoyenneté	2
Une autre économie et possible	3-4
Discours d'Evo Morales	5-6
Crise terminale du capitalisme ?	7-8
Les troubles en Égypte	8-9
Les pensionnats indiens	10-11
Calendrier des activités	12

SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

CONJONCTURE.

La situation mondiale est extrêmement intéressante et dangereuse à la fois. Voyons l'Égypte.

Un Islam politique affronte l'armée et la police. Morsi a bien sûr été élu démocratiquement dans un pays où la démocratie en est à ses balbutiements. Cela ressemble à la situation de l'Algérie au siècle dernier. Une guerre civile atroce a suivi. Les adeptes d'une citoyenneté laïque sont pris entre deux feux. Les citoyens des pays arabes sont coincés, mais ils sont courageux pour redéfinir une politique qui joue véritablement son rôle pour arbitrer les conflits qui peut advenir entre diverses conceptions de la réalité et gérer l'ensemble de la société dans l'intérêt des citoyens. Et pour ce faire, pour réussir dans cette mission, cette politique ne peut s'en remettre à une idéologie quelconque ou à une religion. Elle peut s'inspirer d'une idéologie ou d'une religion, mais jamais se laisser dominer par l'une ou l'autre.

Au-delà de la politique et de la religion, il y a la spiritualité dont le monde a désespérément besoin. Une spiritualité qui transcende tout, même la religion qui correspond à une culture particulière et à un moment donné qu'il faut dépasser pour l'universaliser. Il en est de même des idéologies politiques et des mouvements sociaux. La religion est une institution qui a charge de porter une spiritualité particulière née à un moment donné dans une culture donnée. Sa survie dépend d'une certaine modernisation de sa tradition sans en oublier l'essentiel. Comme institution, elle a le pouvoir de porter, de protéger cette tradition et cette spiritualité, et non de la scléroser au nom de la tradition justement, qui tend à ce moment-là à mourir. Le pouvoir prend alors le pas sur la spiritualité, ses ministres peuvent alors être conscients du pouvoir de la spiritualité jusqu'à en oublier la nécessaire spiritualité qui doit transcender le pouvoir. Pouvoir de la spiritualité et spiritualité du pouvoir sont des thèmes qui me tiennent à cœur. Nous les aborderons dans nos cercles de lecture du lundi.

Un salafiste est un intégriste musulman qui croit que l'on devrait vivre comme au temps du prophète. Une blague à ce sujet a circulé au Caire. Un salafiste pressé de se rendre à l'université Al-Azhar prend le taxi. Il proteste contre la radio allumé du chauffeur en prétendant que celle-ci n'existait pas au temps de Mohammed. Le chauffeur arrête son taxi et ordonne au salafiste d'en descendre sur le motif que le taxi n'existait pas à cette époque et de prendre un chameau. Arrivé à l'université, il se fait retourner par un professeur: motif, les universités n'existaient pas non plus à cette époque.

ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO

Le hockey s'est poursuivi pendant l'été. Une nouvelle saison a débuté et nous avons couronné deux grands champions et quelques petits. Ginette a remporté le championnat féminin avec la Finlande et Robert le championnat masculin avec la Grande-Bretagne. Il a aussi remporté celui de Nlle-Zélande avec les Red Devils de Canterbury. Celui d'Australie a été remporté par Richard avec les Mustangs de Melbourne. Le tournoi se poursuivra toute l'année les vendredi à partir de 15hres PM et les dimanche à partir de 16hres. Venez quand vous voulez et partagez un repas avec nous. Devenez champion ou championne. En prime, nous avons beaucoup de plaisir. C'est un bon moyen pour sortir de l'isolement.

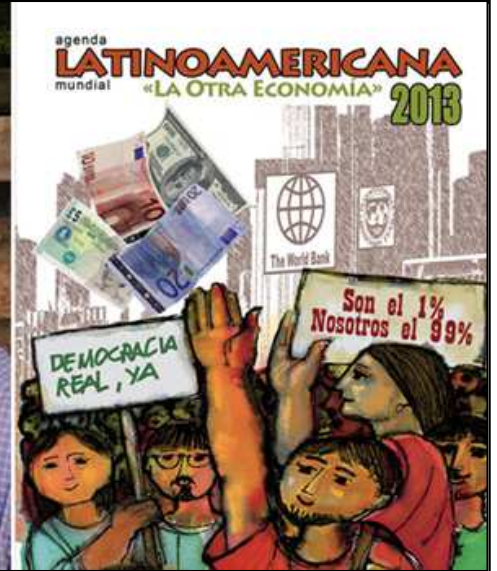
Une Autre économie est possible

dom Pedro Casaldaliga

L'Agenda latino-américain 2013 a pour thème l'économie là où se décide la volonté et la possibilité de vivre et la coexistence de toute l'humanité dans une véritable dignité. Emmanuel Mounier nous a rappelé que tout est politique, même si la politique n'est pas tout. Bien avant et après, les idéologies et les pouvoirs ont tout ramené à l'économie. Churchill disait que : « dans le fond de toute question, se trouve une livre sterling. »

L'Agenda aborde la question de l'Autre économie. Ce n'est pas là un thème si nouveau, mais qui s'emboîte à la lutte utopique de tant de peuples, en mouvement ou en révolution, qui portent différents noms, tous en quête de justice, contre la faim et l'esclavage, contre tous les régimes politiques qui nient le soleil et le pain à l'immense majorité de l'humanité.

Nous parlons d'une Autre économie, qui soit vraiment différente et radicalement alternative, non pas simplement des « réformes économiques ». L'Autre économie ne peut être seulement économique. Elle doit être intégrale, écologique, interculturelle, au service du Buen Vivir et du Buen Convivir, dans la construction de la plénitude humaine, en démontant les structures économiques actuelles qui sont exclusivement au service du marché total, apatride, homicide de personnes et génocides des peuples. Nous rêvons à un changement systémique qui soit orienté vers les besoins des gens et aux aspirations de toute la famille humaine réunie dans la maison commune l'Oikos. Du grec « Oikonomia » signifie « l'administration de la maison », qui a pour loi la fraternité et la sororité.



Cette Autre économie ne peut se construire qu'à partir d'une conscience humaine et humanisante qui refuse l'inégalité scandaleuse dont la société actuelle est structurée. Une Économie pour toutes les personnes et pour tous les peuples, en communion de luttés et d'espairs. Tel que le rêvait le paysan pour ses neuf fils: « plus ou moins pour tous ». Au niveau familial, de voisinage, de ville, de pays, de continent et du monde. Toujours en partant des plus pauvres et des exclus; construisant à partir de la terre du peuple, de sa sueur, de son cri et de son chant, à partir du sang versé par une multitude de martyres témoins de la solidarité.

À la racine de la grande crise la revue « Iglesia Viva » écrivait dans son numéro 248 : « La seule façon de sortir de la crise et d'éviter d'autres crises plus graves encore, c'est de combattre l'inégalité sous toutes ses formes. » Les rapports du PNUD nous rappellent que 20% des plus riches de la population mondiale consomment 80% des richesses mondiales, tandis que le 20% le plus pauvre doit se contenter de 1.6%. D'après Noam Chomsky, 230 familles possèdent 80% des richesses mondiales. Tant que perdurera ces chiffres d'inégalité monstrueuses, il n'y aura pas de paix ni de justice en ce monde.

Une Autre économie est possible

dom Pedro Casaldaliga

L'Autre économie doit débiter par la socialisation des principaux biens qui sont le patrimoine de toute l'humanité : la terre, l'eau, le logement, la santé, l'éducation, le travail, les communications, le transport.... L'économie de marché, spéculative et financière, régit le monde et à cause de cela, tout est soumis à la macro-dictature de l'économie capitaliste néolibérale. Au lieu d'avoir une politique sociale, on nous a imposé le marché total et son économie spéculative financière globalisée. Aujourd'hui, la civilisation qui nous domine représente la structuration économique de l'égoïsme, de la toute puissance, de l'exclusion, de la faim, de la mort avant terme et pour des raisons iniques. Le théologien martyr Ignacio Ellacuria proposait « la civilisation de la pauvreté ». Je traduirait cela par la « civilisation de la sobriété partagée ». Si nous continuons à faire du profit à tout prix la finalité de l'économie, continueront de croître la faim, la misère, la violence et la destruction environnementale. La croissance capitaliste néolibérale ne peut être vaincue qu'avec une « décroissance harmonieuse à l'échelle mondiale ». « Le Buen Vivir et le Buen Convivir » exigent et rendent possible que l'humanité croisse vraiment, s'humanisant sur tous les plans. « Humaniser l'humanité », c'est la consigne. Écologiquement et pluriculturellement, égaux et différents dans la Maison commune, le « Oikos ». À la lumière de la foi religieuse, surtout, cette économie sera une véritable spiritualité, faite de compassion solidaire avec toutes les personnes tombées au bord du chemin, d'indignation prophétique face à tous les idoles du mensonge et de la mort; de coexistence amoureuse avec tous les êtres qui peuplent cette planète. Cela suppose une authentique conversion au Mystère de la vie, au Dieu de ce Mystère, à l'Oikos que nous habitons.

On dira qu'il s'agit là d'une utopie, et c'est le cas. Une utopie légitime si elle est vécue au jour le jour en la construisant à force d'amour et d'espérance. C'est une économie-utopie qu'il faut inventer à partir de notre pratique quotidienne. Cela nous obligera à revoir à fond la notion et la pratique de la propriété privée, tenue pour sacrée et illimitée. Les religions, l'Église concrètement, ont servi à justifier l'intronisation de la propriété privée qui est privative et privatrice.

Dans les premiers temps de l'Église, contrairement à cela, ces vénérables évêques affirmèrent de façon catégorique : « ce que tu possèdes en trop ne t'appartient pas ». En accumulant en aussi peu de mains et excluant la majorité, la propriété privée devient une guerre à mort entre les oppresseurs et les opprimés, comme dirait le théologien Joseph Comblin, ou entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien, comme dirait Cervantes.

En langage biblique-théologique nous possédons le mot-clé pour parler d'une Autre économie qui soit véritablement différente, l'économie du Règne. Obsession de Jésus de Nazareth, révolution totale des structures personnelles et sociales. Utopie nécessaire, « obligatoire », parce c'est la proposition même du Dieu de la vie, Père-Mère de toute la famille humaine.

Pedro Casaldaliga, évêque émérite de Sao Félix de Araguaia, Mato Grosso, Brésil, connu pour ses positions en faveur des sans-terres et des Indigènes amazoniens, il vit présentement sous la protection du gouvernement brésilien.

Traduit par Yves Carrier

Discours du Président de Bolivie, Evo Morales, devant la réunion des chefs d'État de la Communauté européenne.

Dans un langage simple, transmis en traduction simultanée à plus d'une centaine de chefs d'État et de dignitaires de la Communauté européenne, le Président Evo Morales parvint à surprendre son auditoire lorsqu'il affirma : « Moi, Evo Morales, ici présent, je suis venu rencontrer ceux qui célèbrent la rencontre de nos deux mondes. Moi, descendant de ceux qui peuplèrent l'Amérique depuis 40 000 ans, je suis venu à la rencontre de ceux qui la découvrirent il y a seulement 500 ans.

Ici, nous sommes tous présents. Nous savons qui nous sommes et c'est suffisant. Nous n'aurons jamais rien d'autre. Le frère douanier européen me demande des papiers écrits avec un visa pour pouvoir découvrir ceux qui nous ont découverts. Le frère usurier européen me demande de payer une dette contractée par Judas, que nous n'avons jamais autorisé à nous vendre.

Le frère législateur européen m'explique que toute dette se paie avec intérêts même si on a vendu des êtres humains et des pays entiers sans leur demander la permission. Je vous découvre. Mais moi aussi je suis en droit de réclamer paiement et intérêts. Il est inscrit dans les archives des Indes, papier sur papier, reçu sur reçu et signature sur signature, que seulement entre les années 1503 et 1660, parvinrent en Espagne 185 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent en provenance de l'Amérique.

Saccage ? Je ne le crois pas ! Parce que cela serait prétendre que nos frères chrétiens auraient manqué au septième commandement. Spoliation ? Préservez-moi Tanatzin de m'imaginer que les Européens, comme Caen, tuent et se répugnent du sang de leur frère ! Génocide ? Cela serait donné crédit aux calomniateurs, comme Bartolomé de las Casas, qui

qualifièrent cette rencontre entre nos deux mondes de destruction des Indes, ou à d'autres tel que Arturo Uslar Pietri, qui affirme que le décollage du capitalisme et l'actuelle civilisation européenne sont le résultat de l'inondation de métaux précieux en provenance d'Amérique.

Non ! Ces 185 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent doivent être considérés comme le premier de plusieurs autres prêts amicaux de l'Amérique latine destinés au développement de l'Europe.

Affirmer le contraire ce serait présumer l'existence de crime de guerre, ce qui donnerait droit non seulement à exiger la dévolution immédiate, sinon l'indemnisation pour les torts et les préjudices subis.

Moi, Evo Morales, je préfère penser à la moins offensive des hypothèses. Une si fabuleuse exportation de capitaux furent le début d'un plan Marshall-Tesuma, pour garantir la reconstruction de l'Europe barbare, ruinée par ses déplorables guerres contre les cultes musulmans, créateurs de l'algèbre, du bain quotidien et autres bienfaits supérieurs de la civilisation.

Pour cela, en cette célébration du cinquième centenaire de l'emprunt, nous pourrions nous interroger : Est-ce que les frères européens ont fait



un usage rationnel, responsable ou à tout le moins productif des fonds si généreusement avancés par le Fonds Indo-américain International ? Nous déplorons devoir dire que non. D'un point de vue stratégique, ils les dilapidèrent dans les batailles de Lepanto, en armadas invincibles, en Troisième Reich et autres formes d'extermination mutuelle, sans autre destinée que d'être finalement occupés par les troupes américaines de l'OTAN, comme à Panama, mais sans le canal.

Discours du Président de Bolivie, Evo Morales, devant la réunion des chefs d'État de la Communauté européenne



D'un point de vue financier, après un moratoire de 500 ans, ils ont été incapables de rembourser ni le capital avec intérêts, ni de s'affranchir des rentes en argent, des matières premières et de l'énergie bon marché que leur envoient les pays du Tiers Monde.

Ce tableau déplorable corrobore l'affirmation de Milton Friedman selon laquelle une économie subsidiaire ne pourra jamais fonctionner et nous oblige à vous demander, pour votre propre bien, le remboursement du capital et des intérêts que, si généreusement, nous avons attendu tous ces siècles avant de vous réclamer. En disant cela, nous tenons à préciser que nous ne réclavons pas aux Européens les vils intérêt de 20 et jusqu'à 30%, que les banques européennes chargèrent aux peuples du Tiers Monde. Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus le modique taux d'intérêt fixe de 10%, accumulé pendant les 300 dernières années. Nous vous faisons grâce de deux siècles.

Sur cette base, et appliquant la formule européenne de l'intérêt composé, comme premier paiement de leur dette, une masse de 185 mille kilos d'or et de 16 millions de kilos d'argent, deux chiffres élevés à la puissance 300. C'est-à-dire, un nombre dont l'expression totale nécessiterait plus de 300 chiffres et qui surpasserait largement le

poids de la planète Terre. Ils sont très lourds ces lingots d'or et d'argent. Mais combien pèseraient-ils s'ils étaient calculés en sang ?

Ajouter que l'Europe en un demi millénaire n'est pas parvenu à produire assez de richesses pour rembourser ce prêt à faible taux d'intérêts, ce serait admettre son échec financier absolu ou bien l'irrationalité démentielle des présupposés du capitalisme. De telles questions métaphysiques ne préoccupent pas les indo-américains. Par contre, nous exigeons la signature d'une lettre d'intention qui discipline les peuples débiteurs du Vieux continent et qui les oblige à s'acquitter de leurs obligations au moyen d'une rapide privatisation de l'Europe qui leur permettrait de rembourser entièrement, comme premier paiement, cette dette historique.

(Évidemment, il s'agit d'une fiction, ce texte a été d'abord écrit par Guaicaipuro Cuauhtemoc à l'occasion du 500 anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb à l'île d'Hispaniola.)



Traduit par Yves Carrier

Crise terminale du capitalisme ?

Leonardo Boff



Je soutiens que la crise actuelle du capitalisme est davantage que conjoncturelle ou structurelle, elle est terminale.

Sommes-nous arrivés à la fin du génie du capitalisme à s'adapter toujours à n'importe quelle circonstance ? Je suis conscient que peu de gens soutiennent cette thèse. Deux raisons cependant m'amènent à cette conclusion.

La première est la suivante : la crise est terminale parce que nous avons tous, et plus particulièrement le capitalisme, dépassé les limites de la Terre. Nous avons occupé et saccagé toute la planète, détruisant son subtile équilibre et épuisant ses ressources au point qu'elle ne parvient plus à régénérer ce que nous prélevons. Il y a 150 ans déjà, Karl Marx écrivait prophétiquement que la tendance du capital allait dans le sens de détruire les deux sources de sa richesse et de sa reproduction: la nature et le travail. C'est ce qui se produit présentement.

Comme jamais auparavant, la nature se trouve soumise à un énorme stress, à tout le moins depuis le dernier siècle, sans compter les 15 grandes vagues d'extinctions qu'elle a connues au long de son histoire de plus de quatre milliards d'années.

Les phénomènes extrêmes observables à toutes les latitudes et les changements climatiques qui tendent

vers le réchauffement global allant s'accroissant, plaident en faveur de cette thèse de Marx.

Sans la nature, comment le capitalisme va-t-il se reproduire ? De plus en plus, il se trouve confronté à une limite insurmontable.

Le capitalisme précarise ou se passe du travail. Il peut produire un grand développement sans créer de travail. L'appareil productif informatisé et robotisé produit plus et mieux avec presque aucun travail. La conséquence directe c'est le chômage massif.

Des millions de personnes n'entreront jamais sur le marché du travail, ni même ne feront partie de l'armée de réserve. Le travail, de dépendant du capital, est devenu non essentiel. Cela signifie une grave crise sociale, comme celle qui secoue la Grèce en ce moment.

On sacrifie toute une société au nom d'une économie, faite non pas pour répondre aux besoins humains, mais pour payer la dette des banques et satisfaire le système financier international.

Marx a raison: la travail exploité n'est déjà plus une source de richesse; c'est la machine qui en est désormais la source.

La seconde raison est liée à la crise humanitaire que le capitalisme engendre. Auparavant, cette crise demeurait limitée aux pays périphériques. Aujourd'hui, elle est globale et elle a atteint les pays centraux. On ne peut résoudre la question économique en démontant la société.

Les victimes, entrelacées par de nouvelles avenues de communication électronique, résistent et menacent l'ordre établi. Toujours plus de personnes, plus particulièrement les jeunes, n'acceptent plus la logique perverse de l'économie politique capitaliste : la dictature des finances qui, via le marché, soumet les États à ses intérêts, et la rentabilité des capitaux spéculatifs qui circulent d'une bourse à l'autre en obtenant des bénéfices sans produire absolument rien sinon toujours plus d'argent pour ses rentiers.

Crise terminale du capitalisme ?

Leonardo Boff



C'est le capital lui-même qui créa le venin qui peut le tuer : En exigeant des travailleurs une formation technique toujours plus sophistiquée pour être à la hauteur de la croissance accélérée et d'une plus grande compétitivité, il créa involontairement des personnes qui pensent. Celles-ci, lentement, découvrent la perversité du système qui saigne les personnes au nom de l'accumulation simplement matérielle et qui se montre sans cœur en exigeant de

plus en plus d'efficacité au point de mener certains travailleurs à un stress profond, au désespoir et dans certains cas au suicide, comme cela se produit dans certains pays et aussi au Brésil.

Les rues de plusieurs pays européens et arabes, les « indignés qui remplissent les places d'Espagne et de Grèce, sont l'expression d'une rébellion contre le système politique actuel qui est à la remorque du marché et de la logique du capital. Les jeunes espagnols crient : « Ce n'est pas une crise, c'est un vol. » Les voleurs sont embusqués à Wall Street, au FMI et à la Banque centrale européenne, ce sont les grands prêtres du capital globalisé et exploiteur.

La crise en s'aggravant, s'accroîtra dans le monde entier les multitudes qui n'endurent plus les conséquences de la surexploitation de leur vie et de la vie de la Terre et ils se rebelleront contre ce système économique qui agonise non pour cause de vieillesse, mais à cause de la force du venin et des contradictions qu'il a créées, détruisant la Terre Mère et affligeant la vie de ses fils et de ses filles.

Traduit par Yves Carrier

La Gauche mondiale et les troubles en Égypte

Immanuel Wallerstein

Le titre même de ce commentaire pose question : qu'est-ce que la gauche ou — autrement formulé— qui est la gauche ? Il n'y a guère de consensus sur ce sujet. Pour ma part, j'entends par « gauche » tout groupe se réclamant de la gauche ou, à tout le moins, du centre-gauche. Cela fait du monde, et c'est pourquoi les désaccords sont si nombreux quand il s'agit de savoir quel camp soutenir, du point de vue moral ou politique, dans les énormes troubles qui secouent l'Égypte et ont abouti au renversement du président du pays, Mohamed Morsi, par les forces armées égyptiennes.

À la lecture des prises de position de différents groupes de gauche hors d'Égypte, j'ai le sentiment qu'on a affaire ici à une question de priorité: qu'est-ce qui constitue, ou qui constitue, le plus grand danger à moyen terme ? Je crois discerner trois grandes lignes.

Pour certains, ce sont les « islamistes », quels qu'ils soient, qui représentent la menace fondamentale. Il y a certes beaucoup de sortes d'islamistes. L'on trouve trois grands courants chez les sunnites : les Frères musulmans, les wahhabites-salafistes et les groupes regroupés sous la bannière d'Al Qaïda. Chaque courant combat les deux autres et ces luttes expliquent nombre d'alliances qui se nouent dans les pays à forte population musulmane.

Pour ceux à gauche qui considèrent que le plus important est de maintenir les islamistes à distance du pouvoir, les islamistes dits modérés ne sont en fait que des islamistes plus malins que les autres, mais dont le but à terme est identique: instaurer des États régis par la charia. Cette gauche-là est donc prête à faire alliance avec quiconque combat les islamistes.

La Gauche mondiale et les troubles en Égypte

Immanuel Wallerstein

Un deuxième groupe à gauche estime que ce sont les militaires l'ennemi principal. Pour eux, l'armée est une force conservatrice et répressive dont les convictions en matière politique et économique sont réactionnaires et qui a souvent des intérêts financiers directs dans le maintien des politiques néolibérales. Ils reconnaissent toutefois que l'armée soutient parfois les forces populaires et poursuit parfois aussi des politiques contraires à celles des États-Unis ou des puissances d'Europe occidentale.

Mais leur jugement sur les opinions « modérées au sein de l'armée rappelle celui des anti-islamistes sur les islamistes modérés. La « modération » ou le « populisme » des militaires leur apparaissent comme un simple paravent pour des objectifs de fond intrinsèquement réactionnaires.

Enfin, pour un troisième groupe, ce sont les États-Unis (et, corrélativement, les anciennes puissances coloniales d'Europe occidentale) la principale menace. Pour eux, les militaires et les islamistes ne font que jouer le rôle que leur ont assigné les États-Unis. Il s'ensuit que tout groupe s'opposant activement aux États-Unis mérite d'être soutenu, quelle que soit son idéologie. Et comme au sein de ce groupe existe aussi une ligne dure, certains vont jusqu'à penser que les jeunes militants radicaux à la tête des émeutes sont manipulés par les États-Unis. Pour ce groupe, l'Amérique reste toute-puissante.

Naturellement, certains — et même beaucoup — diront que l'on discute ici de choix factices et que l'on peut — et devrait — être à la fois opposé aux islamistes, aux militaires et aux États-Unis. En pratique toutefois, il faut souvent hiérarchiser ses priorités. La question reste donc entière.

Ce débat sur l'ennemi prioritaire explique en grande partie la place relativement modeste qu'occupent les forces de gauche dans ces luttes. Elles sont divisées dans leurs analyses et, par conséquent, elles sont divisées sur leurs objectifs à court, voire à moyen terme. Pire encore beaucoup à gauche, au niveau individuel et collectif, le savent. Un pessimisme insidieux se diffuse, et le terrain politique militant est peu à peu déserté.

L'alternative à cet auto-sabotage de la gauche, c'est de s'engager dans un débat plus ouvert et plus fraternel. Ce débat ne peut avoir lieu que si la gauche prend conscience que la droite mondiale offre un spectre de forces et d'analyses aussi large que celui de la gauche mondiale. Une fois encore, je me permets de répéter que ce débat fraternel doit être mené en ayant à l'esprit que nous vivons une transition mondiale qui nous conduit du système capitaliste vers un autre système qui reste encore à définir. Si la gauche perd cette bataille, la plus importante, elle n'aura à s'en prendre d'abord qu'à elle-même.

Immanuel Wallerstein est sociologue, chercheur à

l'université de Yale au Connecticut, article publié le 15 juillet 2013 sur le site: Mémoire de luttes : www.medelu.org



Le Premier ministre Harper présente des excuses complètes au nom des Canadiens relativement aux pensionnats indiens

11 juin 2008

Ottawa (Ontario)

Le traitement des enfants dans ces pensionnats est un triste chapitre de notre histoire.

Pendant plus d'un siècle, les pensionnats indiens ont séparé plus de 150 000 enfants autochtones de leurs familles et de leurs communautés. Dans les années 1870, en partie afin de remplir son obligation d'instruire les enfants autochtones, le gouvernement fédéral a commencé à jouer un rôle dans l'établissement et l'administration de ces écoles. Le système des pensionnats indiens avait deux principaux objectifs : isoler les enfants et les soustraire à l'influence de leurs foyers, de leurs familles, de leurs traditions et de leur culture, et les intégrer par l'assimilation dans la culture dominante. Ces objectifs reposaient sur l'hypothèse que les cultures et les croyances spirituelles des Autochtones étaient inférieures. D'ailleurs, certains cherchaient, selon une expression devenue tristement célèbre, « à tuer l'Indien au sein de l'enfant ». Aujourd'hui, nous reconnaissons que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a fait beaucoup de mal et qu'elle n'a aucune place dans notre pays.

Cent trente-deux écoles financées par le fédéral se trouvaient dans chaque province et territoire, à l'exception de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. La plupart des pensionnats étaient dirigés conjointement avec les Églises anglicane, catholique, presbytérienne ou unie. Le gouvernement du Canada a érigé un système d'éducation dans le cadre duquel de très jeunes enfants ont souvent été arrachés à leurs foyers et, dans bien des cas, emmenés loin de leurs communautés. Bon nombre d'entre eux étaient nourris, vêtus et lo-

gés de façon inadéquate. Tous étaient privés des soins et du soutien de leurs parents, de leurs grands-parents et de leurs communautés. Les langues et les pratiques culturelles des Premières nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Certains de ces enfants ont connu un sort tragique en pension et d'autres ne sont jamais retournés chez eux.

Le gouvernement reconnaît aujourd'hui que les conséquences de la politique sur les pensionnats indiens ont été très néfastes et que cette politique a causé des dommages durables à la culture, au patrimoine et à la langue autochtones. Bien que certains anciens élèves aient dit avoir vécu une expérience positive dans ces pensionnats, leur histoire est de loin assombrie par les témoignages tragiques sur la négligence et l'abus émotifs, physiques et sexuels d'enfants sans défense et de leur séparation de familles et de communautés impuissantes.

L'héritage laissé par les pensionnats indiens a contribué à des problèmes sociaux qui persistent dans de nombreuses communautés aujourd'hui. Il a fallu un courage extraordinaire aux milliers de survivants qui ont parlé publiquement des mauvais traitements qu'ils ont subis. Ce courage témoigne de leur résilience personnelle et de la force de leur culture. Malheureusement, de nombreux anciens élèves ne sont plus des nôtres et sont décédés avant d'avoir reçu des excuses du gouvernement du Canada. Le gouvernement reconnaît que l'absence d'excuses a nui à la guérison et à la réconciliation. Alors, au nom du gouvernement du Canada et de tous les Canadiens et Canadiennes, je me lève devant vous, dans cette chambre si vitale à notre existence en tant que pays, pour présenter nos excuses aux peuples autochtones pour le rôle joué par le

Le Premier ministre Harper présente des excuses complètes au nom des Canadiens relativement aux pensionnats indiens

Aux quelque 80 000 anciens élèves toujours en vie, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs communautés, le gouvernement du Canada admet aujourd'hui qu'il a eu tort d'arracher les enfants à leurs foyers et s'excuse d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant que nous avons eu tort de séparer les enfants de leur culture et de leurs traditions riches et vivantes, créant ainsi un vide dans tant de vies et de communautés, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant qu'en séparant les enfants de leurs familles, nous avons réduit la capacité de nombreux anciens élèves à élever adéquatement leurs propres enfants et avons scellé le sort des générations futures, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant que, beaucoup trop souvent, ces institutions donnaient lieu à des cas de sévices ou de négligence et n'étaient pas contrôlées de manière adéquate, et nous nous excusons de ne pas avoir su vous protéger. Non seulement vous avez subi ces mauvais traitements pendant votre enfance, mais, en tant que parents, vous étiez impuissants à éviter le même sort à vos enfants, et nous le regrettons.

Le fardeau de cette expérience pèse sur vos épaules depuis beaucoup trop longtemps. Ce fardeau nous revient directement, en tant que gouvernement et en tant que pays. Il n'y a pas de place au Canada pour les attitudes qui ont inspiré le système de pensionnats indiens, pour qu'elles puissent prévaloir à nouveau. Vous tentez de vous remettre de cette épreuve depuis longtemps, et d'une façon très concrète, nous vous rejoignons maintenant dans ce cheminement.

Le gouvernement du Canada présente ses excuses les plus sincères aux peuples autochtones du Canada pour avoir si profondément manqué à son devoir envers eux, et leur demande pardon.

Nous le regrettons

We are sorry

Nimitataynan

Niminchinowesamin

Mamiattugut

Entrée en vigueur le 19 septembre 2007, la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens s'inscrit dans une démarche de guérison, de réconciliation et de règlement des tristes séquelles laissées par les pensionnats indiens. Des années d'efforts de la part des survivants, des communautés et des organisations autochtones ont abouti à une entente qui nous permet de prendre un nouveau départ et d'aller de l'avant en partenariat.

La Commission de vérité et de réconciliation est au cœur de la Convention de règlement. La Commission constitue une occasion unique de sensibiliser tous les Canadiens et Canadiennes à la question des pensionnats indiens. Il s'agira d'une étape positive dans l'établissement d'une nouvelle relation entre les peuples autochtones et les autres Canadiens et Canadiennes, une relation basée sur la connaissance de notre histoire commune, sur un respect mutuel et sur le désir de progresser ensemble, avec la conviction renouvelée que des familles fortes, des communautés solides et des cultures et des traditions bien vivantes contribueront à bâtir un Canada fort pour chacun et chacune d'entre nous.

Calendrier des activités à venir

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	
01 septembre Fête Arc-en-ciel de Québec	02 Fête Arc-en-ciel de Québec	03	04	05 Troupe de théâtre les Merveilleuses têtes heureuses Portes ouvertes 16h à 19h 435 rue du roi, au sous-sol	06 Hockey aux cartes à 15 h	07 Congrès de l'Entraide missionnaire à Montréal Planète en péril Urgence d'agir	
08 Congrès de l'Entraide missionnaire à Montréal Planète en péril Urgence d'agir	09	10	11	12 Soirée mensuelle du CAPMO À l'ENAP, 555 boul. Charest Est, 19:00 Table ronde sur les 40 ans du Coup d'État au Chili	13 Hockey aux cartes à 15 h	14	
15	16	17	18	19 Où en est la solidarité sociale Centre des femmes de la basse ville (pour femmes) 13:30 à 16:00	20 Hockey aux cartes à 15 h	21	
22	23	24	25 Soirée Relations Tam-Tam Café 19:00 La santé mentale : Au-delà d'une biologisation réductrice	26	27 Hockey aux cartes à 15 h	28 Assemblée générale du CAPMO 9:30 à 16:00 435 rue du Roi, 2ème étage Québec	
<p style="text-align: center;">Média communautaire en ligne</p> <p style="text-align: center;">www.reseauforum.org</p> <p style="text-align: center;">Calendrier de la démocratie en action !</p> <p style="text-align: center;">Québec & Chaudière-Appalaches</p> <p style="text-align: center;">Un rare média citoyen et gratuit affichant les événements d'engagement social, démocratique ou progressiste ... droits humains / environnement / écologie solidarité locale & internationale / etc. !</p> <p style="text-align: center;">Et la démocratie, c'est vous !</p> <p style="text-align: center;">Publiez votre activité ou événement public directement sur le site ! Chaque mois, il y a près de 60 événements à Québec organisés par autant d'organismes et de collectifs !</p> <p style="text-align: center;">Ce média est rendu possible par les cotisations de plus de 40 organismes sociaux !</p> <p style="text-align: center;">Il est animé par le Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches.</p>			01 octobre	02	03	04	05